

Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

Direction de la Sécurité et de la Tranquillité
Publique et Concertation
Vie de la Cité-Accès aux Services Publics et
Ressources Internes

*Affaire suivie par Mme FALLET Elodie
Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe*

ARRETE n° 2024 - 579

NOMENCLATURE : 6 - 4

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC A L'OCCASION D'UNE FETE FORAINE A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin,

Vu les dispositions des articles L.1311-1, L.2122-18 à L.2122-22
et L.2211-1 à L.2213-6 du Code Général des Collectivités
Territoriales,

Vu le code de la voirie routière, et notamment l'Article R116-2,

Vu le code de la route, notamment l'article R417-10,

Vu le code pénal, et notamment l'Article 644-2,

Vu l'arrêté n°2022-2812 du 26 septembre 2022 portant
délégations à des adjoints au maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2014
fixant les tarifs des droits de place, de voirie et de
stationnement, et ses modalités de révision,

Vu la décision n°2023-441 en date du 19 décembre 2023,
portant révision des tarifs des droits de place, de voirie et de
stationnement,

Considérant qu'à l'occasion d'une fête foraine organisée sur le
parking Cottage situé en vis-à-vis des tours Audoux et Allart et
face à la station essence Total, rue Alain à Lens, il est
indispensable de réglementer l'implantation des métiers forains,

Considérant que les manèges, machines et installations pour
fêtes foraines ou parcs d'attraction doivent être conçus,
construits, installés, exploités et entretenus de façon à
présenter, dans des conditions normales d'utilisation, la sécurité
à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter
atteinte à la santé des personnes,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes
dispositions nécessaires et adaptées pour la sécurité du public
dans le cadre de ses pouvoirs de Police,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Seuls les industriels forains munis d'une autorisation municipale pourront participer à la fête foraine organisée sur le parking Cottage situé en vis-à-vis des pavillons Allart et Audoux et face à la station essence Total, rue Alain à Lens, du samedi 16 mars au dimanche 24 mars 2024 inclus.

ARTICLE 2 : L'installation des métiers forains pourra débuter le lundi 11 mars 2024 à partir de 8 heures sur le parking. Le démontage sera terminé et le parking libéré au plus tard pour le lundi 25 mars 2024 à 17 heures.

ARTICLE 3 : Chaque forain devra préalablement à l'exploitation de son métier, fournir les documents nécessaires à celle-ci, à savoir :

- Kbis de moins de 3 mois,
- Copie du certificat de conformité du métier en cours de validité pour la période de la ducasse,
- Copie de attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité pour la période dite,
- Attestation de bon montage et de bon calage pour chaque attraction dès la fin du montage.

L'autorité Municipale se réserve le droit de procéder à des vérifications relatives aux installations auprès de tous les forains et d'interdire l'ouverture du métier en cas d'avis défavorable du contrôle lié à la sécurité et des branchements électriques. Ce contrôle s'effectue toujours le vendredi qui précède l'ouverture au public.

ARTICLE 4 : Les industriels forains seront dans l'obligation de maintenir le site de la fête foraine en parfait état de propreté pendant leurs activités et à leur départ du site.

ARTICLE 5 : Les industriels forains devront payer la redevance exigée pour l'occupation du domaine public pour la période de la manifestation.

ARTICLE 6: Les Services Techniques Municipaux seront tenus d'afficher, de manière visible, au droit de la manifestation le présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la ville de Lens : www.villedelens.fr (Rubrique Actes Administratifs).

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou publication. Il peut également faire l'objet d'un recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant sa réponse. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 : Le Directeur Général Adjoint des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police, le Directeur de Police Municipale et le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 05 mars 2024



Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Pierre MAZURE